

MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE

Direction générale de l'Aviation civile

Beauvais, le 18 juillet 2017

Direction de la sécurité de l'Aviation civile

Direction de la sécurité de l'Aviation civile Nord

Délégation de l'Aviation civile de Picardie

Nos réf. : 1015/DRP/LMU

Vos réf. : saisine du 23/05/2017

Affaire suivie par : Lucas Musso

lucas.musso@aviation-civile.gouv.fr

Tél. : 03 44 11 49 05 - Fax : 03 44 11 49 08

Le Délégué de l'Aviation civile de Picardie

à

Monsieur le Préfet de la Somme
Direction des Affaires Juridiques
et de l'Administration Locale
Bureau de l'Administration Générale
et de l'Utilité Publique

Objet : Demande d'autorisation environnementale - Parc éolien des Moulins de la Cologne

Par courrier électronique en date du 23 mai 2017, vous avez fait parvenir aux services de l'Aviation civile, pour avis conforme et en application de l'article R181-32 du code de l'environnement, une demande d'autorisation environnementale présentée par la société « Parc Eolien des Moulins de la Cologne SAS ».

Cette demande vise à installer sur le territoire des communes de Cartigny et Hancourt sept éoliennes de 178,5 mètres de hauteur maximale ayant les caractéristiques suivantes :

Eoliennes	Coordonnées WGS 84 des éoliennes		Altitude NGF du terrain (en mètres)	Altitude NGF en bout de pales (en mètres)
	Latitude Nord	Longitude Est		
E1	49°55'03.1"	003°02'04.4"	96	274,5
E2	49°54'57.6"	003°02'23.2"	105	283,5
E3	49°54'49.4"	003°02'39.8"	105	283,5
E4	49°54'44.5"	003°03'00.2"	104	282,5
E5	49°54'43.0"	003°03'29.1"	105	283,5
E6	49°54'39.9"	003°04'05.5"	105	283,5
E7	49°54'53.9"	003°04'25.9"	105	283,5

Après étude du dossier, je vous informe que j'émetts un avis défavorable à l'encontre de l'implantation de ces éoliennes, pour les raisons suivantes :

1) Justification en droit :

- Article L6352-1 du code des transports :

« A l'extérieur des zones grevées de servitudes de dégagement, l'établissement de certaines installations qui, en raison de leur hauteur, pourraient constituer des obstacles à la navigation aérienne, est soumis à l'autorisation spéciale de l'autorité administrative. [...] »

- Article R244-1 du code de l'aviation civile :

« A l'extérieur des zones grevées de servitudes de dégagement [...], l'établissement de certaines installations qui, en raison de leur hauteur, pourraient constituer des obstacles à la navigation aérienne est soumis à une autorisation spéciale du ministre chargé de l'aviation civile et du ministre de la défense. [...] »

L'autorisation peut être subordonnée à l'observation de conditions particulières d'implantation, de hauteur ou de balisage suivant les besoins de la navigation aérienne dans la région intéressée. [...] »

- Article 1 de l'arrêté du 25 juillet 1990 relatif aux installations dont l'établissement à l'extérieur des zones grevées de servitudes aéronautiques de dégagement est soumis à autorisation :

« Les installations dont l'établissement à l'extérieur des zones grevées de servitudes aéronautiques de dégagement est soumis à autorisation du ministre chargé de l'aviation civile et du ministre chargé des armées comprennent :

- a) En dehors des agglomérations, les installations dont la hauteur en un point quelconque est supérieure à 50 mètres au-dessus du niveau du sol ou de l'eau ;*
- b) Dans les agglomérations, les installations dont la hauteur en un point quelconque est supérieure à 100 mètres au-dessus du niveau du sol ou de l'eau. [...] »*

- Article L181-2 du code de l'environnement :

« I. – L'autorisation environnementale tient lieu, y compris pour l'application des autres législations, des autorisations, enregistrements, déclarations, absences d'opposition, approbations et agréments suivants [...] :

12° [...] autorisations prévues [...] par l'article L6352-1 du code des transports [...]. »

- Arrêté du 7 juin 2007 fixant les spécifications techniques destinées à servir de base à l'établissement des servitudes aéronautiques, à l'exclusion des servitudes radioélectriques :

« Article 1

Le présent arrêté et ses annexes fixent les spécifications techniques destinées à servir de base à l'établissement des servitudes aéronautiques associées aux aérodromes terrestres [...]. »

« Annexe I

Les spécifications de la présente annexe ont pour objet de définir autour des aérodromes l'espace aérien qu'il convient de garder libre de tout obstacle pour permettre aux aéronefs à voilure fixe appelés à utiliser ces aérodromes d'évoluer avec la sécurité voulue. [...] »

2) Justification en fait :

- Les éoliennes projetées sont situées en dehors de toute zone grevée de servitudes de dégagement approuvées. Elles sont par ailleurs localisées en dehors des agglomérations

et leur hauteur totale est supérieure à 50 mètres au-dessus du niveau du sol. En conséquence, celles-ci sont soumises notamment à une autorisation spéciale du ministre chargé de l'aviation civile, et l'autorisation peut être subordonnée à l'observation de conditions particulières d'implantation, de hauteur ou de balisage suivant les besoins de la navigation aérienne dans la zone concernée.

- Un plan de servitudes aéronautiques (PSA) de dégagement de l'aérodrome de Péronne-Saint-Quentin est actuellement en cours de réalisation. Dans ce cadre, un avant-projet de PSA a été réalisé par les services de l'Aviation civile. Les surfaces de dégagement définies dans cet avant-projet ont été établies en application des dispositions de l'arrêté du 7 juin 2007 précité, notamment de son annexe I, et ont pour objet de définir autour de l'aérodrome de Péronne-Saint-Quentin l'espace aérien qu'il convient de garder libre de tout obstacle pour permettre aux aéronefs à voilure fixe d'utiliser cet aérodrome avec un niveau de sécurité suffisant.
- Les éoliennes E1 à E6 percent la surface conique de l'avant-projet de plan de servitudes aéronautiques de dégagement de l'aérodrome de Péronne-Saint-Quentin. En conséquence, celles-ci constitueraient un obstacle portant atteinte à la sécurité de la navigation aérienne. L'autorisation au titre de l'article L6352-1 du code des transports et de l'article R244-1 du code de l'aviation civile ne peut donc être accordée.

Pour le Ministre et par délégation,
Le Délégué de l'Aviation civile de Picardie



Florian LINKE